

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je viens de recevoir la transcription de la déclaration du ministre, mais je m'excuse de n'avoir pas eu le temps de le consulter. Je constate en lisant la déclaration qu'il a employé, comme le député, le pluriel «nous». Je ne sais trop s'il parle du Canada ou de l'Ouest en général. J'incline à penser que c'est la deuxième possibilité parce qu'il parle d'armes de dissuasion nucléaires. La Chambre sait, et nous savons tous, que le Canada n'a pas d'armes de dissuasion nucléaires et que nous nous y sommes toujours opposés.

L'UTILISATION D'ARMES NUCLÉAIRES PAR LES FORCES  
CANADIENNES À L'OTAN

**L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria):** Madame le Président, le premier ministre a touché au point essentiel juste à la fin; nous nous sommes toujours opposés à ces armes, comme le premier ministre lui-même, d'ailleurs. Il s'est élevé contre des pays, comme la France, qui se dotaient d'armes à neutrons. Compte tenu de la déclaration d'hier, je puis comprendre que le premier ministre ressente le besoin de faire appel à un conseiller spécial en matière de défense nationale autre que le ministre de la Défense nationale.

Peut-être pourrais-je poser ma question supplémentaire au ministre. Si le ministre réussit à persuader ses collègues de l'OTAN de mettre au point des armes nucléaires qui soient à la fine pointe de la technique, y compris la bombe à neutrons, le ministre a-t-il l'intention d'en doter les forces canadiennes en Europe, ou envisage-t-il plutôt d'agir comme Ponce Pilate, c'est-à-dire de s'en laver les mains, tout en incitant nos alliés à faire le contraire?

**L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, je pense que c'est juste; cette conversation a eu lieu pendant l'émission télévisée «Question Period». Je parlais évidemment de l'alliance et des pays de l'Ouest. L'interviewer m'a demandé de quel moyen de dissuasion nous pourrions nous servir pour favoriser, de façon pacifique, le désarmement et la limitation des armements.

J'ai répondu que le seul moyen de dissuasion efficace était un armement perfectionné qui nous permettrait de démontrer aux Russes que nous sommes sérieux lorsque nous disons vouloir parler de paix et de désarmement et que nous voulons le faire d'une position de force et non de faiblesse.

● (1450)

LA POLITIQUE CONCERNANT LA RÉALISATION DE LA BOMBE À  
NEUTRONS PAR L'OTAN

**L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles):** Madame le Président, je m'adresse au premier ministre. Ma question fait suite aux observations du ministre de la Défense nationale.

Il me semble que dans sa réponse, le ministre a réaffirmé son appui personnel à la mise au point d'armes nucléaires aussi perfectionnées que la bombe à neutrons. Je voudrais que le premier ministre dise carrément que le gouvernement n'a aucunement l'intention de favoriser la réalisation de la bombe à neutrons par l'OTAN.

Le premier ministre a déclaré en Suède le 27 juin dernier, en réponse à une question d'un journaliste canadien, qu'il protes-

Questions orales

terait énergiquement contre l'usage éventuel de ce type de bombe par la France. A ma connaissance, le gouvernement du Canada n'a pas formulé de telles protestations. Compte tenu des déclarations du ministre de la Défense nationale, le premier ministre dirait-il à la Chambre s'il a renoncé à tenir cet engagement? Autrement, s'il a toujours l'intention de transmettre une note de protestation, quand le fera-t-il?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le député fait allusion à une déclaration que j'ai faite en réponse à une question qui m'a été posée en Suède. Ma réponse était liée à l'hypothèse formulée dans la question. J'ai dit que si la France avait vraiment fait l'essai d'une bombe à neutrons, nous protesterions.

**Mlle MacDonald:** Elle l'a fait.

**M. Trudeau:** L'honorable représentante dit que nous n'avons pas protesté. Je lui réponds que nous n'avons aucune preuve que la France ait réellement fait exploser une bombe à neutrons. Ce que le président de la République française a dit, c'est que son pays possède maintenant les connaissances et les moyens techniques nécessaires pour passer à l'étape suivante, qui serait la fabrication et l'essai d'une telle bombe. D'après les renseignements dont je dispose, la France n'a pas fait exploser une bombe de ce type.

**Mlle MacDonald:** Madame le Président, je me reporte au discours prononcé par le premier ministre à la conférence spéciale des Nations Unies sur le désarmement. Il avait alors appuyé sans équivoque la décision du président des États-Unis de ne pas réaliser la bombe à neutrons. A ce moment-là, les États-Unis non plus n'avaient pas encore fait l'essai de cet engin.

Le premier ministre est maintenant moins ferme sur cette question. S'engagerait-il à protester contre la déclaration du président de la République française, qui a dit que son pays était prêt à fabriquer une telle bombe et envisageait de le faire? Protestera-t-il auprès du gouvernement français et lui demandera-t-il de ne pas le faire?

**M. Trudeau:** Madame le Président, dans le discours que j'ai prononcé aux Nations Unies et auquel le député a fait allusion, j'ai préconisé en matière de recherche et de développement la stratégie de l'asphyxie. Le gouvernement prône toujours cette politique. Nous espérons que toutes les grandes puissances s'entendront, peut-être au sein d'une instance internationale pour abandonner tous leurs efforts en vue de mettre au point de nouvelles armes nucléaires. Voilà notre position.

Je n'ai pas protesté contre les recherches que mènent dans leurs laboratoires la France, les États-Unis ou l'Union soviétique sur divers sujets d'études qui les intéressent. Cependant, mon gouvernement espère qu'une instance internationale intimera à ces pays de cesser leurs travaux—car il n'y a pas encore eu expérimentation—en vue de mettre au point des armes nouvelles plus perfectionnées. Voilà quelle a été notre politique. Mais notre gouvernement—pas plus que le gouvernement conservateur, je crois, n'a eu pour politique de protester contre des recherches en cours sans savoir de quoi il retournait au juste.